

«**Juges étrangers**»

«**Si notre initiative échoue, la démocratie directe se meurt**»

Arthur Grosjean Herrliberg

**La vice-présidente de l'UDC, Magdalena Martullo-Blocher, estime la primauté du droit suisse cruciale pour le peuple et l'économie**

**E**lle affiche un grand sourire quand elle vous reçoit dans la magnifique propriété familiale de Herrliberg, avec vue imprenable sur le lac de Zurich. Mais cela ne dure pas. Car la conseillère nationale Magdalena Martullo-Blocher est aussi fâchée. Fâchée par les attaques dont elle a fait l'objet dans nos colonnes de la part du vice-président d'EconomieSuisse Bernard Rüeger. Elle a à cœur de donner sa vérité, ce qu'elle fait avec fougue et un volume sonore impressionnant. Interview.

**Mme Martullo, êtes-vous une mauvaise perdante? Pourquoi donc?**

**Vous avez perdu la bataille au sein d'EconomieSuisse sur l'IAD (Initiative d'autodétermination) et, en tant que membre du comité, vous êtes censée vous mettre en retrait. Or vous faites feu de tout bois. Je n'ai perdu aucune bataille. Je**

n'étais pas encore au comité quand la décision a été prise. Un employé d'EconomieSuisse a décidé seul, dans son coin, parce que cela pouvait avoir un rapport avec l'UE. Heureusement, l'organisation a maintenant un jugement plus nuancé sur l'accord institutionnel. Elle n'est plus prête à accepter tout à n'importe quel prix.

**Bernard Rüeger, le vice-président d'EconomieSuisse, estime pourtant que vous n'êtes pas loyale.**

C'est n'importe quoi. Je suis loyale mais d'abord au peuple suisse. Je préside depuis 14 ans le comité économique de Scienceindustries, l'association de la chimie, pharma et biotech. Celui-ci m'a poussée à le représenter au comité d'EconomieSuisse. J'ai accepté à la condition que je puisse garder mon indépendance politique. Je ne suis pas à la recherche de postes. La Suisse me tient à cœur et je m'engage pour défendre sa prospérité qui est en danger.

**Pourquoi dites-vous que**

**la prospérité de la Suisse est en danger?**

Aujourd'hui plus de la moitié des règlements à Berne sont des reprises du droit international. Les PME en souffrent. La Suisse perd ses avantages concurrentiels. Les coûts augmentent également, ce qui se traduit par une augmentation des taxes et des prélèvements. L'UE veut nous faire payer 1,3 milliard de francs suisses de cohésion, les allocations de chômage et les prestations sociales pour tous les travailleurs transfrontaliers. Comment dans ces conditions dégradées allons-nous faire pour conserver les salaires les plus élevés du monde et un chômage très bas? La démocratie directe nous a apporté une prospérité extraordinaire!

**EconomieSuisse et l'USAM affirment au contraire que votre initiative menace la prospérité suisse.**

Les associations ont souvent des visions à trop court terme. Regardez ce qui s'est passé avec l'initiative sur l'immigration de masse.

Elle n'a pas été appliquée à cause de la libre circulation des personnes. On a créé un monstre bureaucratique qui provoque des plaintes. Dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du bâtiment, où on a un chômage de plus de 10%, l'immigration bat des records! Bien que le peuple ait voté pour le renvoi des criminels étrangers, ils ne peuvent pas être expulsés. Cela ne va pas. Aucun pays au monde ne place le

droit international au-dessus de son droit national!

**Voulez-vous que la Suisse quitte la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)?**

Non. Il n'y a aucun conflit entre la CEDH et notre Constitution.

**Pas aujourd'hui, mais plus tard. Vous avez utilisé la même tactique concernant**

**la libre circulation des personnes.**

Le problème, c'est que la CEDH juge de plus en plus de choses au-delà de ses attributions initiales, comme le droit de séjour des criminels, les demandes de caisses maladie, les impôts, etc. Genève a été condamnée à des dommages-intérêts parce qu'elle a dissous une association fondée avec le but illégal de squatter. Ce serait contraire aux droits de l'homme!

**Votations fédérales**  
25 novembre 2018



Magdalena Martullo-Blocher: «La Convention européenne des droits de l'homme juge de plus en plus de choses au-delà de ses attributions initiales.» HERVE LE CUNFF

## «Flou? C'est une tactique des opposants pour enfumer les gens»

● **Vous dites que l'IAD est l'initiative «la plus importante depuis le vote de l'EEE». Vraiment?**

Oui. Elle détermine si le peuple garde le dernier mot ou non. En 2012, le Tribunal fédéral a modifié sa pratique. Désormais tout le droit international, des milliers de pages de droit de l'UE, de l'OMC ou de la CEDH ont maintenant la priorité sur notre Constitution. Et nous, nous reprenons tout. Comme le droit dynamique de l'UE sur le trafic aérien et bientôt les directives sur la libre circulation ou sur le chômage des frontaliers. Cette dernière exigence va nous coûter des

centaines de millions. Avec l'UE, il ne s'agit souvent que d'argent. Vous voulez une anecdote? À l'occasion d'une foire commerciale, un grand fournisseur automobile m'a demandé: «Quand est-ce que la Suisse rejoint l'UE?» J'ai répondu: «Jamais, j'espère! Pourquoi?» Sa réponse: «Parce que nous voulons votre argent.» Cela avait le mérite d'être clair. Le problème, c'est que la majorité des partis et le Conseil fédéral sont prêts à tout lâcher en espérant avoir gain de paix.

**On s'éloigne du sujet...**  
Non. L'IAD permet de stopper l'adhésion rampante, voire

galopante, à l'UE. Si elle ne passe pas, c'est la fin de la démocratie directe suisse.

**Allons donc. Si vous perdez le 25 novembre, vous retirez votre initiative contre la libre circulation des personnes car la démocratie directe sera morte...**

Non. L'IAD assure justement que les initiatives soient encore possibles. Sans elle, les initiatives pourraient ne plus être appliquées.

**L'IAD ne mobilise pas les foules comme l'EEE. Votre texte est très juridique et plutôt flou.**

C'est la tactique des opposants de le prétendre pour enfumer les gens. L'initiative est très simple: elle affirme la primauté du droit suisse sur le droit international, en cas de conflit entre les deux.

**Le texte ouvre pourtant la porte à des discussions sans fin au parlement pour savoir quand un traité international viole le droit national et doit être dénoncé. Quels traités voulez-vous dénoncer?**

Aucun. EconomieSuisse a analysé les 600 accords en lien avec l'économie et aucun ne devra être adapté. Mais lorsque le peuple veut adapter un

accord à une nouvelle réalité, il doit pouvoir le faire.

**Cela serait plus clair de vous opposer frontalement à un objet avec lequel vous n'êtes pas d'accord, comme vous le faites avec votre initiative de limitation de l'immigration.**

L'IAD va au-delà de cela. Nous ne votons pas sur une posture politique mais sur la priorité générale à donner aux décisions populaires.

**Donc le but premier de l'IAD est de donner une leçon aux juges fédéraux.**  
Pas une leçon. Une direction politique claire.